

CRéunion du 17 novembre 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LACQ-ORTHEZ

CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nombre de conseillers en exercice : 96

Nombre de présents : 79

Nombre de votants : 90

L'an deux-mille vingt-cinq, le dix-sept novembre à 18h, le conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la communauté à Mourenx sous la présidence de M. Patrice LAURENT.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mmes et MM Jean-Claude MIRASSOU, Jean-Pierre CAZALÈRE, Frédéric DOUET (Suppléant de M. Gilles LÉVÊQUE), Alain PÉDEGERT, Jean-Pierre ESCOUTELOUP, Fabienne COSTEDOAT-DIU, Jean-Marie BERGERET-TERCQ, Alice BENAVENTE, Lucien PRAT, Guy PÉMARTIN, José FLORES, Bénédicte ALCÉTÉGARAY, Idelette DEMAISON, Michel LAURIO, Benoît POURTAU-MONDOUTEY, Amandine PAINSET, Jean-Bernard PRAT, Mathias DUCAMIN, André CORLOBÉ (Suppléant de Mme Maryse PAYBOU), Laurent CHERITI, Henri POUSTIS, Gilles MARDELLE, Hervé LAFITTE, Monique LARRADET, AYALA-BARON Didier, Frédéric GOUAILLARDOU, Loïc COUTRY, Patrick WARRYN, Jean-Simon LEBLANC, Laurent COUBLUCQ, Didier REY, Christian LÉCHIT, Jean-Pierre DUBREUIL, Bernard GOBERT, Pierre ZIEGLER, Francis LARROQUE, Albert LASSERRE-BISCONTE, Michel OLIVÉ, Jean NAULÉ, Stephan BONNAFOUX, Bertrand VERGEZ-PASCAL, Hélène BOURDEU, Françoise DANDIEU, Christian LOMBART, Pierre MUCHADA, Jacques CLAVÉ, Véronique ETCHART, Patrice LAURENT, Jean-Pierre FAYET, Gérard IRIART, Françoise RAMANANTSOA, Firmin LARA, Emmanuel HANON, Jean-Pierre BOUNINE, Emilie DARSAUT, Marie DE MORO, Marc DESPLAT, Pierrette DOMBLIDES, Jean-Louis GROUSSET, Céline LEMBEZAT, Madeleine PICHAUREAU, Serge ARRIEULA (Suppléant de M. Jérôme TOULOUSE), Alain LENGLET, Nicolas LAPUYADE, Daniel BIROU, Robert HAGET, Michel LABOURDETTE, Carole LARRIEU, Sylvie DARRIEU, Pierre LAFARGUE, Jérôme LAY, Guy ROMAIN, Francis GRINET, Laurence MOUSQUES, Michel DUPUY, Gérard DUCOS, Maïthé MIRASSOU, Dominique ERTAURAN, Philippe ARRIAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

ÉTAIENT EXCUSÉS OU ABSENTS :

Mmes et MM Gilles LÉVÊQUE, Corinne LAMARQUE (Pouvoir à M. Jean-Marie BERGERET-TERCQ), Daniel PÉDEPRAT (Pouvoir à Mme Idelette DEMAISON), Mme Maryse PAYBOU, Nadia GRAMMONTIN (Pouvoir à M. Patrice LAURENT), Marie-Christine LUPIET (Pouvoir à M. Michel DUPUY), Nathalie DUPLÉIX, Marlène LE DIEU DE VILLE, Régis CASSAROUMÉ (Pouvoir à Mme Bénédicte ALCÉTÉGARAY), Corinne CARRIAT (Pouvoir à Mme Françoise RAMANANTSOA), Lindsey DEARY, Anne-Lise GENNEVOIS (Pouvoir à M. Gérard IRIART), Joëlle BAYLE-LASSERRE, Luis Miguel CONEJERO (Pouvoir à Mme Pierrette DOMBLIDES), Jacques LABORDE (Pouvoir à M. Marc DESPLAT), Jean-Jacques SENSEBÉ (Pouvoir à M. Jean-Louis GROUSSET), Jérôme TOULOUSE, Jean LABASTE (Pouvoir à M. Guy PÉMARTIN), Christian MOLLES, Valérie CAMPAGNE-IBARCQ.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme Bénédicte ALCÉTÉGARAY.

RAPPORT N° 2 : RAPPORT ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

Rapporteur : M. Emmanuel HANON

L'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'il soit présenté au conseil communautaire, « ...dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ».

Un débat en conseil doit avoir lieu sur la base de ce rapport, qui est suivi par un vote et doit être formalisé par une délibération.

Ce même article précise en outre que « ...Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret ». C'est ainsi que le décret du 24 juin 2016 (décret n° 2016-841) précise que le rapport sur les orientations budgétaires comporte les informations résumées suivantes :

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement,
- la présentation des engagements pluriannuels, sur la base par exemple d'un programme pluriannuel des investissements,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- une prospective permettant d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement,
- la structure des effectifs,
- les dépenses de personnel,
- la durée effective du travail dans la communauté,
- l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel ainsi que, si possible, la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Le décret indique, en outre, que le rapport sur les orientations budgétaires doit être transmis aux maires des communes membres de notre intercommunalité dans un délai de 15 jours à compter de son examen en séance du conseil et qu'il doit être mis à la disposition du public dans les mêmes délais.

L'élaboration de ce rapport ainsi que celle du budget 2026 ont été préparés lors des réunions de concertation d'octobre 2025 avec tous les élus de l'exécutif sous la direction du Vice-Président aux finances et du Vice-Président à l'administration générale ainsi que lors de la commission administration générale du 6 novembre. Un séminaire budgétaire est prévu le lundi 24 novembre pour finaliser le projet de budget primitif qui sera présenté lors du conseil communautaire du mardi 16 décembre pour son vote définitif.

La situation économique nationale

Le gouvernement indique, dans le PLF (Projet de Loi de Finances) 2026, un contexte macroéconomique marqué par un climat d'incertitude économique (et politique peut-on ajouter) élevée.

Il indique que la menace puis la mise en œuvre de hausses de droits de douane à des niveaux inédits depuis la Seconde Guerre mondiale ont plongé l'économie mondiale dans un climat d'incertitude économique élevée, tandis que l'incertitude politique demeure au plan domestique. Cela a pu alimenter des comportements attentistes de la part des agents économiques, dans leurs décisions à la fois d'investissement et de consommation, déjà pénalisées par l'incertitude engendrée en France par les difficultés rencontrées pour adopter un budget en 2025.

La partie des ressources sera examinée en commission à partir du lundi 20 octobre puis en séance publique entre le vendredi 24 octobre et le lundi 2 novembre pour un vote solennel prévu entre les 3 et 4 novembre. Si le texte est rejeté, c'est le texte initial qui sera examiné au Sénat en novembre.

Les dépenses seront examinées du 4 au 23 novembre en séance publique pour un vote solennel prévu le 23 novembre, avant que la copie, si elle est adoptée ne soit transmise au Sénat.

Selon les indications du PLF, la croissance résisterait en 2025 (+ 0,7 % en 2025) et croîtrait (+ 1,0 % en 2026), l'inflation poursuivrait son reflux pour s'établir à + 1,1 % et remonterait à 1,3 % en 2026.

Le PLF 2026 a ainsi, pour ambition, de poursuivre un effort de consolidation des comptes publics, conformément aux engagements européens de la France. En 2026, le solde public s'établirait - 4,7 % du PIB, après un déficit de - 5,4 % du PIB en 2025.

Le Gouvernement propose d'augmenter les dépenses de mission « Défense » de + 6,7 Md€ par rapport à la loi de finances pour 2025, en augmentation de + 3,5 Md€ par rapport aux évolutions déjà prévues par la loi de programmation militaire 2024-2030 mais aussi de poursuivre la hausse des crédits (+ 0,6 Md€) et des effectifs (+1 600 emplois) du ministère de l'Intérieur. De la même manière, le ministère de la Justice, significativement renforcé sur les dernières années, connaîtra à nouveau une hausse de ses crédits (+ 0,2 Md€) et de ses effectifs (+ 1 600 emplois).

Ces ministères sont les seuls qui voient leurs crédits augmentés, pour le reste, le PLF prévoit des diminutions de crédits et augmentation des recettes.

Ainsi, il annonce un impératif de redressement des comptes sociaux pour préserver le modèle social et faire face au défi démographique. Le budget et le projet de financement de la sécurité sociale proposent de poursuivre le rétablissement des comptes de la Sécurité sociale en visant un déficit de 17,5 Md€, avec pour objectif un retour à l'équilibre en 2029. Les recettes marqueraient une progression de 2,5 % en 2026 (+ 16,3 Md€), tandis que la progression des dépenses serait contenue à + 1,6 % (+ 10,8 Md€). L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie pour 2026 s'établirait à 270,4 Md€, en hausse de 4,3 Md€ (soit + 1,6 %) par rapport à 2025.

Comme la presse s'en fait l'écho, une sorte de bataille des chiffres a lieu entre le gouvernement qui indique que l'effort demandé aux collectivités locales porterait sur 4,6 milliards d'euros alors que les associations d'élus locaux annoncent le chiffre de 8 milliards soit entre deux et trois fois les sommes retenues en 2025.

Le « nouveau Dilico » serait ainsi doublé par rapport à sa version 2025 pour être porté à 2 milliards d'euros. La ponction s'établirait ainsi à 720 millions d'euros pour les communes, 500 millions d'euros pour les EPCI, 280 millions d'euros pour les départements et 500 millions d'euros pour les régions. Pour répartir cette nouvelle charge, cette « *épargne forcée* » devrait être étendue à de nouvelles collectivités. Il semble que l'on s'apprête à changer d'échelle, puisque le nombre de collectivités concernées pourrait doubler et approcher les 4 000.

Autre mauvaise nouvelle, la poursuite de la diminution du Fonds vert. Après la saignée de 2025, année durant laquelle son montant a été divisé par deux (passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 1,15 milliard d'euros), ce fonds dédié aux projets d'adaptation au changement climatique des collectivités locales subirait une nouvelle coupe de 500 millions d'euros et se réduirait comme peau de chagrin, à quelque 650 millions en 2026, selon les mesures retenues par le gouvernement dans le projet de budget. Sans compter que ce « fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires », de son vrai nom, deviendra de plus en plus une subvention fourre-tout, puisque pouvant désormais financer 19 mesures différentes, dont l'aide aux maires bâtisseurs, le soutien aux PCAET, ou encore les aménagements cyclables.

Après trois hausses consécutives, la DGF serait cette fois-ci « gelée » l'an prochain à son montant de 2025. Le gel, compte tenu de l'inflation, correspond à une baisse en euros constants.

En parallèle, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et la dotation de solidarité rurale et de cohésion sociale (DSR) progresseraient respectivement de 140 et 150 millions d'euros afin de « *renforcer de l'effort de solidarité* ». « *La hausse de la DSR en 2026 sera répartie au minimum à 60 % sur sa deuxième fraction dite "péréquation", dont la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants bénéficie* », détaille le projet de budget. Cependant, l'enveloppe totale de la DGF étant gelée, les hausses de la DSU et de la DSR seront intégralement financées à l'intérieur de la DGF, et entraîneront des fortes pertes sur les parts forfaitaires de DGF.

Par ailleurs, les allocations compensatrices relevant des locaux industriels seraient réduites de 25 % et ainsi ramenées à leur « niveau de 2021 ». Intercommunalités de France assurait récemment que « beaucoup de territoires industriels ou anciennement industriels seront particulièrement touchés » et regrettait que ce type de mesure soit « en contradiction totale avec l'objectif de réindustrialisation du pays »

S'agissant du versement du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) aux EPCI, son calendrier serait rétabli à « *l'année suivant la dépense d'investissement* » dans « *une logique d'harmonisation et de simplification* ». Après le gel de la TVA l'an passé, l'exécutif a ainsi décidé de poursuivre en 2026 « un encadrement, par une sous-indexation, de la dynamique de cette fiscalité ».

En « *contrepartie* » des efforts réalisés par les collectivités, l'exécutif annonce « *un grand chantier de simplification normative* ». Pour les associations d'élus locaux, le terme de « *contrepartie* » pose question car le calendrier n'est pas du tout le même. En effet, si le budget est adopté en l'état, c'est dès l'année prochaine que les collectivités vont être lourdement ponctionnées, tandis que les éventuels effets d'un « *chantier de simplification normative* », pour positifs qu'ils puissent être, ne se feront sentir qu'au bout de plusieurs années.

À noter la création d'un Fonds d'investissement pour les territoires (FIT) regroupant la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la Dotation politique de la ville (DPV) et la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), ceci pour simplifier l'accès et l'instruction des dossiers. Ce FIT est quasi réservé aux collectivités rurales (au sens Insee) et aux collectivités urbaines en difficultés. Tenant compte du fait que « *les dépenses d'investissement local se replieraient modérément* », son montant s'élèverait à 1,4 milliard d'euros en 2026, « *correspondant à un point bas du cycle* » électoral.

Enfin, pour mémoire, le décret 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales prévoit l'augmentation du taux de cotisation CNRACL tous les 1^{ers} janvier, de 3 %, de 2025 à 2028.

Les principaux articles du projet de loi de finances (PLF) pour 2026 qui auront un impact sur les collectivités locales (EPCI et communes principalement)

LES RECETTES

Article 20 : Aménagement des redevances des agences de l'eau

Suite à la mise en œuvre de la réforme des redevances des agences de l'eau, cet article vient « apporter divers ajustements à la fiscalité de l'eau », avec une majoration de l'assiette d'une redevance, avec une clarification des modalités d'indexation sur l'inflation des tarifs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ou encore sur les redevances pour une commune qui conserve sa compétence d'épuration des eaux usées tout en ne disposant pas de station de traitement.

Article 21 : Verdissement de la fiscalité sur les déchets

Dix-sept pages ! Cet article très technique vient procéder à un certain nombre de correctifs et réforme sur la fiscalité des déchets, et aura des incidences sur la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Notamment, une nouvelle trajectoire de hausse de la TGAP sur l'enfouissement avec une augmentation de 10 % des tarifs est prévue. Une taxe sur les emballages en plastique est également introduite. Du fait des très nombreuses modifications et nouveautés, cet article « recodifie au sein du Code des impositions sur les biens et services (CIBS) la composante de la TGAP portant sur les déchets ».

Lors du congrès de l'association Amorce, l'association de collectivités qui s'intéresse notamment à la gestion des déchets, qui s'est clôturé ce 17 octobre à Angers, les élus ont dénoncé ses effets à travers une symbolique opération « carton rouge » contre cette mesure.

Article 27 : Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation

Le serpent de mer de la révision des valeurs locatives figure bien dans le PLF... pour reporter leurs révisions à plus tard ! S'agissant des valeurs locatives des locaux professionnels, cet article devrait entériner le report d'un an de la prise en compte de la révision « sexennale » des valeurs locatives des locaux professionnels. Pour le gouvernement, ce report permet d'éviter des risques alors que deux mécanismes atténuateurs doivent expirer en 2025, notamment celui du « planchonnement », ce qui « entraînerait dès l'année prochaine de trop fortes variations d'impôts locaux pour les contribuables comme pour les collectivités ».

L'article prévoit par ailleurs un « dispositif de lissage des variations de valeurs locatives sur six ans ». L'intégration des résultats de l'actualisation sexennale est, dans les bases d'impositions, est décalée à 2027, tandis que l'actualisation sexennale « renforcée » aura lieu après 2032.

Sur la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, le calendrier est reporté quant à lui, « en conséquence », et « pour permettre d'en tirer tous les enseignements ». On n'y est pas encore !

Article 28 : Modification des obligations des assujettis en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données

La généralisation de la facturation électronique se poursuit, et concerne donc les services de comptabilité dans les collectivités locales, avec notamment le déploiement du Chorus Pro, l'outil unique des administrations publiques pour la réception des factures de leurs fournisseurs, qui continue à connaître des modifications. Cet article vient définir Chorus Pro comme la « plateforme agréée » des entités publiques pour la réception et l'émission de leurs factures électroniques et ajuste les sanctions associées à l'obligation de facturation électronique et de transmission électronique de données.

Article 31 : Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes

Principale ressource de fonctionnement des collectivités, la dotation globale de fonctionnement (DGF) augmente à périmètre courant et s'élève désormais à 32,5 milliards d'euros... parce que les régions récupèrent de la DGF à hauteur de 5,1 Mds d'euros ! Autrement, la DGF est bel et bien stabilisée à son niveau de 2025, à quelques 27,4 milliards d'euros.

Après 487 M€ de baisse en 2025, les « variables d'ajustement » continuent de connaître une forte baisse dans ce PLF, avec une minoration qui atteint 527 millions d'euros. Dans l'exposé des motifs, il est précisé que le montant de 2025 est reconduit, tout en ajoutant 40 millions d'euros au titre du relèvement des crédits de la dotation de solidarité aux collectivités victimes d'événements climatiques (DSEC).

Cet article vient minorer la compensation prévue, à compter de 2021, pour la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) sur les locaux industriels de 0,25 point, de 1 à 0,75. C'est donc une réduction de 25 % de la compensation. D'après le gouvernement, dans l'exposé des motifs, il y a lieu de procéder à cette minoration car « le coût de ce mécanisme a connu, depuis son instauration, une progression très dynamique [...] supérieure à 22 % en trois exercices budgétaires ».

Dans la version estivale du PLF, il était prévu une coupe s'élevant à près de 1,2 milliard d'euros cet été. Elle s'élève finalement à 800 millions d'euros dans le PLF pour ce « PSR VLEI (valeur locative des établissements industriels) ». Même si à Intercommunalités de France, on estime que cela ne correspond pas au texte qui « précise bien que la compensation est réduite de 25 % de manière uniforme pour tout le monde ». La contribution pourrait ainsi avoisiner le milliard d'euros.

Mis en place en 2021 dans le cadre de la réduction des impôts dits de production visant à améliorer la compétitivité des entreprises, ce mécanisme de compensation est bien dans le viseur de Bercy, en raison de sa forte dynamique au cours des dernières années (de l'ordre de +200 millions d'euros par an, pour un montant total qui atteint désormais environ 4 milliards d'euros par an). Le PLF entérine ainsi la fin de la compensation dynamique à l'euro près, pourtant promise par le gouvernement lors de la mise en place de cette réforme.

Article 32 : Modalités d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

Rebelote ? Il y a un an, le gouvernement avait proposé de réduire le taux de remboursement pour le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), ainsi que de réduire son champ d'application. La proposition, qui avait suscité un tollé, avait été supprimée par le Sénat. Mais cela n'a pas empêché l'exécutif de poursuivre sa réflexion sur le remboursement de la TVA aux collectivités locales.

Dans ce PLF, il est ainsi proposé un recentrage de l'assiette « dans une logique de retour au droit commun », sur les seules dépenses d'investissement. Par ailleurs, le calendrier évolue et il est prévu dans cet article que les versements du FCTVA seront « effectués l'année suivant la dépense d'investissement ». D'après les évaluations préalables des articles du PLF, cette mesure pourrait rapporter près de 735 M€.

Cet article propose également « de rendre éligible au titre du FCTVA, à compter de l'exercice 2026, la part des contributions aux opérations d'urbanisme qui financent des équipements publics intégrant le patrimoine des collectivités », explique l'exposé des motifs.

Par ailleurs, il est « proposé de sécuriser l'éligibilité au titre du FCTVA pour les collectivités participant au capital d'une société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) au titre de la part de rémunération versée pour les charges d'intérêts par la collectivité compétente ».

Enfin, pour les communes ayant fait l'objet d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, cet article « prévoit de simplifier la mise en œuvre du mécanisme d'avance de versement du FCTVA ».

Article 33 : Maitrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements

Du nouveau du côté du versement des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), dont bénéficient notamment les régions et les intercommunalités après la suppression de plusieurs instruments fiscaux. A cette occasion, le législateur avait également décidé de transférer la dynamique, qui s'est avérée être un magot que l'Etat a voulu reprendre. Dans la loi de finances pour 2025, il a été décidé de geler la TVA versée aux collectivités. Cette fois, l'Etat propose de minorer la dynamique de la TVA en la calquant sur le taux d'inflation. Cela faisait l'objet d'amendements de replis suggérés notamment par Régions de France. Alors que l'on se dirige vers une baisse du produit global de la TVA en 2025, cela n'aurait pas d'incidence pour les collectivités, car il est précisé que « le dispositif d'écêtement ne s'applique pas, en effet, en cas de baisse de la TVA nationale ». Alors que les prévisions étaient optimistes pour 2025, les collectivités avaient reçu des courriers pour rembourser, au global, plus de 1,9 milliard d'euros de TVA. En 2025, ironiquement, le gel aura ajouté de la stabilité... et s'avère même favorable aux collectivités !

Par ailleurs, cet article précise aussi que la part qui ne serait pas versée aux collectivités, dans le cas d'une dynamique de TVA plus élevée que l'inflation, viendrait abonder, pour 2026, le fonds de sauvegarde des départements, dans la limite de 300 millions d'euros. « Dans l'hypothèse très vraisemblable où le produit de cette mesure serait nul ou insuffisant », l'article prévoit « de mobiliser la part de TVA revenant à l'Etat », et donc de garantir la dotation de 300 millions d'euros du fonds de sauvegarde.

Article 34 : Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales

Cet article apporte plusieurs correctifs sur les compensations d'exonérations fiscales, comme l'augmentation de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour des terrains agricoles. L'article vient augmenter de 50% la compensation historique, dont bénéficient les plus petites communes rurales, indique l'exposé des motifs. Cette compensation coûtera 50 M€ à l'Etat.

Article 35 : Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Les prélèvements sur les recettes de l'État (PSR) au profit des collectivités territoriales en 2026 sont définis dans cet article, et s'élèvent à 49,5 Mds€ en 2026, en apparence en forte progression, notamment par la réintégration, au sein de la DGF, des montants attribués depuis 2018 sous forme de fractions de TVA aux régions, soit un peu plus de 5 Mds€. Sans cela, les PSR sont plutôt en baisse, avec notamment les 527 millions d'euros en moins au titre des « variables d'ajustement » mais aussi les près de 800 millions d'euros en moins sur le « PSR VLEI (delta entre surcompensations et sous-compensations suite à l'application du coefficient correcteur) ».

LES DÉPENSES

Article 49 : Crédits du budget général

Ce premier article de la deuxième partie du texte, consacrée aux dépenses, vient fixer au titre du budget général, les différentes autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) des différents ministères. Ces montants, dans le PLF pour 2026, s'élèvent respectivement à 613,01 milliards d'euros (AE) et 588,26 milliards d'euros (CP).

La mission « relations avec les collectivités territoriales » est dotée de 3,76 milliards d'euros d'AE et 3,93 milliards d'euros de CP, à périmètre courant, fléchée quasi intégralement sur le programme 119, comprenant notamment les nouveau « Fonds d'investissement territorial » (FIT), qui est le fruit de la fusion opérée sur les anciennes dotations d'investissement (voir article 74).

Dans d'autres missions et programmes, on peut noter que les crédits de la mission « Cohésion des territoires » s'élèvent à 22,11 Md€ en AE et 22,23 Md€ en CP ; ceux de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » à 23,24 Md€ en AE et 21,81 Md€ en CP, dont fait partie le « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » connu comme « Fonds vert ». Ce dernier, après avoir déjà fortement baissé en 2025, est encore affaibli de 500 millions d'euros. Ainsi, son enveloppe est portée à 650 millions d'euros en autorisation d'engagement (AE).

Article 65 : Suppression de la prise en charge par l'État des cotisations salariales des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial

Cet article supprime la prise en charge par l'État des cotisations salariales des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial « afin d'aligner le régime social des apprentis de la fonction publique sur celui du secteur privé, pour rétablir une égalité de traitement », précise l'exposé des motifs. Cela pourrait représenter une économie de près de 17 M€ pour l'Etat, et pourrait entraîner une légère hausse de la masse salariale des collectivités.

Article 72 : Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

Cet article vient fixer, en complément de l'article 31, la répartition de la DGF pour les communes, les intercommunalités, les départements, et donc désormais les régions, et prévoit des ajustements sur les dispositifs de péréquation horizontale.

Comme en 2025, les dotations de péréquation progressent de 290 M€, avec +150 M€ sur la dotation de solidarité rurale (DSR) et +140 M€ pour la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU). De nouveau, le projet du gouvernement reconduit le choix opéré en 2025 de répartir la hausse de la DSR « au minimum à 60 % sur sa deuxième fraction dite « péréquation », dont la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants bénéficie ».

Sans hausse du montant global de la DGF des communes, cet accroissement de la péréquation est ainsi financé par un prélèvement de la part forfaitaire, ce qui devrait avoir comme effet la réduction de la DGF d'un certain nombre de communes.

Pour les départements, comme ces dernières années, la péréquation verticale est augmentée de 10 millions d'euros, par redéploiement depuis la dotation forfaitaire des départements.

Article 74 : Création d'un fonds d'investissement pour les territoires

Adieu « DETR », « DPV » ou DSIL... place au « FIT », pour « Fonds d'investissement territorial » (FIT), qui regroupe désormais l'ensemble de ces dotations d'investissements. Depuis plusieurs mois, cette fusion des dotations semblait se confirmer, et est ainsi concrétisée. C'était aussi une demande d'un certain nombre d'élus locaux, pour avoir un guichet unique d'accès aux dotations d'investissements. Pour l'exécutif, cette « réforme constitue ainsi une avancée structurante dans le sens de la simplification des dispositifs de soutien à l'investissement des collectivités ».

Tout d'abord, l'attribution des dotations est confiée au préfet de département, comme pour la DETR.

L'article précise les collectivités éligibles au FIT, soit notamment les communes et intercommunalités qualifiées de « rurales » par l'Insee, les communes et intercommunalités d'Outre-Mer, respectivement de moins de 35 000 habitants et 150 000 habitants, les communes dont la part de population vivant en quartier politique de la ville (QPV) dépasse le seuil de 10 %.

Deux dérogations existent aussi pour les maîtres d'ouvrage désignés par une convention signée entre une commune ou un groupement éligible et le représentant de l'État, ou pour des projets bénéficiant à la population d'une commune ou d'un groupement éligible, même si la commune ou le groupement ne remplit pas les conditions.

« Dès lors, ce nouveau fonds concilie à la fois la nécessité d'un cadre national simple, lisible et unifié, et la possibilité pour les représentants de l'État dans les territoires, de s'adapter à des circonstances et spécificités locales », précise l'exposé des motifs.

Enfin, les prérogatives des commissions DETR sont reprises dans le fonctionnement du FIT, et « renforce de manière conséquente la participation des élus locaux à la définition de la stratégie d'investissement local dans un département ».

Article 76 : Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO 2)

Dans ce nouveau Dilico, le dispositif double son montant, et passe ainsi à 2 milliards d'euros. Il devrait donc concerner bien davantage de collectivités, notamment du bloc communal. La contribution se répartit ainsi :

- 720 M€ pour les communes, contre 250 M€ en 2025.
- 500 M€ pour les EPCI, contre 250 M€ en 2025,
- 280 M€ pour les départements, contre 220 M€ en 2025,
- 500 M€ pour les régions, contre 280 M€ en 2025.

La progression la plus importante concerne d'abord les communes, avec 188 % d'évolution, alors que les départements voient leur contribution progresser de 27 %.

Cet article modifie le seuil d'éligibilité au prélèvement des communes et des EPCI à fiscalité propre « afin de permettre de répartir le prélèvement sur un plus grand nombre de contributeurs ». Dans le Dilico 1, notamment pour les EPCI, le plafond fixé avait amené un certain nombre d'intercos à contribuer au-delà de ce qu'elles auraient vraiment dû faire.

Mais c'est dans le reversement des recettes prélevées que ce Dilico 2 est très différent de sa première version. Le Dilico 1 avait prévu une restitution en trois ans de 30 % des recettes, cette fois, la restitution est étalée sur cinq ans, et permet, selon l'exécutif, « de faire coïncider la temporalité de la mesure avec celle de la durée des cycles électoraux et d'éviter des versements trop massifs liés au cumul des DILICO 1 et 2 » ... !

La fraction de reversement qui abonde un fonds de péréquation pour les collectivités les plus fragiles est doublée de 10 % à 20%, et représente un soutien aux collectivités les plus fragiles de 80 M€ par an.

Mais alors que le reversement du Dilico 1 n'était pas conditionné, cette fois, cela dépendra « de l'évolution agrégée de leurs dépenses réelles de fonctionnement (DRF) et d'investissement (DI) sur le dernier exercice afin de renforcer l'efficacité du dispositif ».

Concrètement, le reversement interviendra si les collectivités, par catégories, voient leurs DRP et DI progresser moins fortement que la croissance du PIB ! A l'inverse, aucun reversement n'interviendra si l'évolution agrégée est supérieure à la croissance du PIB en valeur additionné d'un point de pourcentage.

L'article prévoit que si l'évolution, agrégée est située entre les deux intervalles (Croissance du PIB et Croissance du PIB + 1 point), alors la restitution se ferait de façon individualisée aux collectivités.

Enfin, cet article précise que les « versements seront effectués mensuellement ».

Les grands axes du budget de la collectivité pour 2026 :

Le budget de fonctionnement a été construit en se fondant sur des hypothèses prudentes d'évolution des bases de 1,5 %, se rapprochant des projections d'évolution de l'inflation.

Les recettes de la collectivité sont estimées en baisse de 0,58 % du fait des évolutions de modalité de calcul dans les compensations organisées par l'état pour les principales anciennes recettes dynamiques que constituaient la taxe d'habitation, la taxe professionnelle, la CFE/CVAE ou la DC RTP. Ces hypothèses pourraient être invalidées par la version finale (non connue à l'heure de la rédaction de ces OB) du projet de loi de finances.

Cette diminution des recettes, une première pour la collectivité depuis sa création, nécessite d'anticiper les évolutions dans les dépenses tant de fonctionnement que d'investissement.

Ainsi, les dépenses de personnel (chapitre 012) sont contenues à moins de 1 % du fait d'un excédent prévisible sur les dépenses 2025 et d'un travail qui sera à affiner en 2026, sur l'exercice de certaines compétences pouvant entraîner une diminution des effectifs.

Le chapitre 011 augmente de 1,6 % sachant que les dépenses des services ont été travaillées à iso périmètre de l'année 2025 sauf lorsque les augmentations proviennent d'événements extérieurs, comme les + 30 % du coût de l'électricité pour l'éclairage public imposé par notre fournisseur, le syndicat territoire d'énergie, ou dans le cas des frais d'abonnement des services numériques du fait du recours accru à la dématérialisation des process métiers.

Les intérêts de la dette poursuivent leur progression au regard de l'emprunt prévu cette année aux alentours de 5 millions d'euros. Le remboursement du capital augmente dans les mêmes proportions et le ratio de

capacité de désendettement en 2026 va se dégrader du fait de la baisse de l'épargne brute de la collectivité avec pour corollaire la diminution du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Ainsi, le virement à la section d'investissement pourrait s'élever aux alentours de 500 K€ en diminution de près d'un million d'euros par rapport à 2025 nécessitant des arbitrages plus importants sur la section d'investissement.

Le budget d'investissement est construit avec un emprunt prévisionnel de **5,7 M€**, des subventions et autres recettes pour 92 K€ et le FCTVA pour 980 K€.

Les dépenses d'investissement se concentreront encore cette année sur les compétences prioritaires de la collectivité avec une prévision pour le « socle patrimoine routier » autour de 4 M€ de travaux de voirie, bâtiments et garage. Le service éclairage public poursuit le déploiement de son programme Ecolutz consistant à améliorer encore les consommations énergétiques avec une enveloppe de 865 K€.

0,6 M€ d'investissement seront consacrés au développement économique, principalement pour le démarrage d'un nouveau bâtiment de Chemstart'up 5. Les autres aides au développement économique voient leurs enveloppes diminuées et leurs priorités d'intervention recentrées.

L'enveloppe financière du pôle animation s'élèvera à 0,5 M€, destinée à accompagner le déploiement du programme d'actions du PLH principalement. Les projets de mobilité douce feront l'objet d'arbitrages.

Le pôle ressources au travers des services informatiques et SIG poursuivra la transformation numérique de la collectivité avec 0,35 M € pour leurs déploiements.

Enfin, l'intercommunalité poursuit sa politique de solidarité en inscrivant toujours 1 million d'euros destinés à financer les fonds de concours versés au bénéfice de ses communes membres, et plus de 400 K€ de soutien aux structures d'insertion qui œuvrent sur le territoire.

Le budget durable

Les travaux d'élaboration d'un budget durable se poursuivent.

Dans le cadre de sa volonté d'établir un budget durable, la communauté de communes de Lacq-Orthez a construit en 2024 un outil permettant d'analyser de manière exhaustive ses projets majeurs. Celui-ci se basait sur les 169 cibles associées aux 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ainsi qu'un 18^{ème} ajouté pour tenir compte de la Culture).

Afin d'avoir une vision simplifiée des effets de durabilité des projets d'investissement inscrits au Budget Prévisionnel 2026, un outil plus simple a été développé en 2025 en s'inspirant d'une démarche Suisse ([Boussole 21](#)). Son objectif est de mesurer rapidement au travers de 29 questions la **durabilité pressentie** du futur projet d'investissement.

Onze projets d'investissement ont donc été analysés et présentés lors des réunions d'arbitrage par pôle avec les vice-présidents en octobre 2025.

Les recettes de fonctionnement pour le BP 2026-budget principal

À ce jour, les recettes de fonctionnement sont estimées à 57,8 M€ soit en évolution **négative de - 0,58 %** par rapport au BP 2025.

La prévision des principales recettes de fonctionnement est établie ainsi :

1- La fiscalité :

- Des **taux de fiscalité** inchangés,
- Des **bases de fiscalité** prévues à partir de celles de 2025 à + 1,5 %,
- Des fortes diminutions des compensations et fiscalité transférée (impact Loi de finances 2025 et avant LF 2026) :
 - Compensation de la suppression de taxe d'habitation : - 318 K€ (montant notifié en 2025),
 - CVAE, TASCOM, IFER : - 216 K€ (montants notifiés en 2025),
 - DCRTP : - 405 K€ par rapport au BP 2025, basé sur le montant notifié en 2025, et provision de 100 K€ si nouvelle baisse confirmée.

Le projet de budget tel qu'examiné par le Parlement au moment de la rédaction des orientations budgétaires prévoit des ponctions importantes sur les recettes de la collectivité au travers de la baisse de la DCRTP et de la PSR sur les locaux industriels.

Ces évolutions, si elles se confirment lors du vote définitif qui interviendra après l'étude de ces orientations budgétaires pourraient entraîner des modifications substantielles dans les équilibres présentés et seront régularisées lors du budget supplémentaire.

2- Les autres recettes :

- Les dotations et participations : en baisse de 0,15 %, baisse de la DGF mais évolution des subventions, notamment l'ADEME pour le COT ainsi que l'ANAH pour l'OPAH-RU,
- Les produits de services : + 5,18 %

Les dépenses de fonctionnement pour le BP 2026-budget principal

Les charges à caractère général (chapitre 011) sont contenues autour d'une augmentation globale de 1,6 % liée en grande partie à l'augmentation du coût des contrats d'électricité du fournisseur départemental d'énergie qui impose 30 % d'augmentation pour l'éclairage public. On constate également une augmentation des frais de maintenance informatique liés à la dématérialisation de nombreux process et au recours à l'hébergement en cloud des solutions métiers garant d'une meilleure sécurité.

Les charges de personnel sont également contenues sous les 1 % d'augmentation grâce aux économies réalisées en 2025 et reportées en 2026 malgré l'augmentation pour la seconde année du taux de CNRACL de 3 %.

La collectivité a également inscrit au BP le montant annoncé du DILICO avec la tranche de 30 % de remboursement comme promis par le gouvernement.

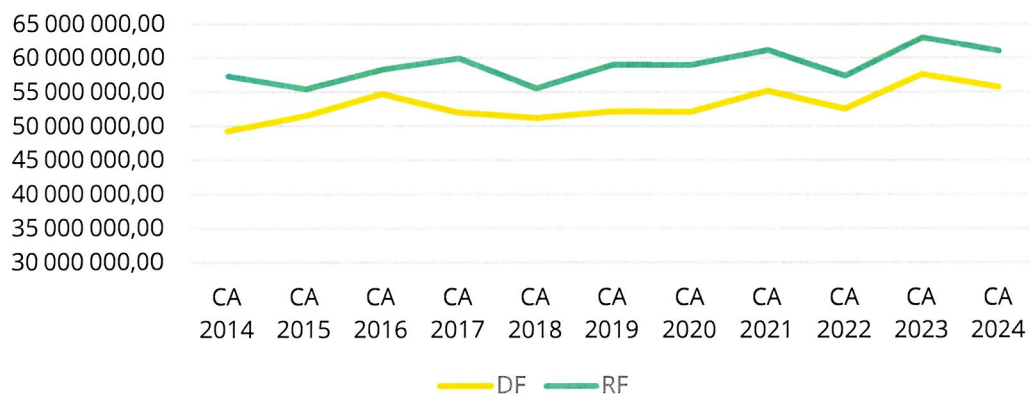
Le FPIC est ajusté selon la somme prélevée en 2025, en légère diminution depuis quelques années.

La contribution au SDIS est prévue en augmentation de 3 %, les autres subventions et contributions devraient rester stables globalement.

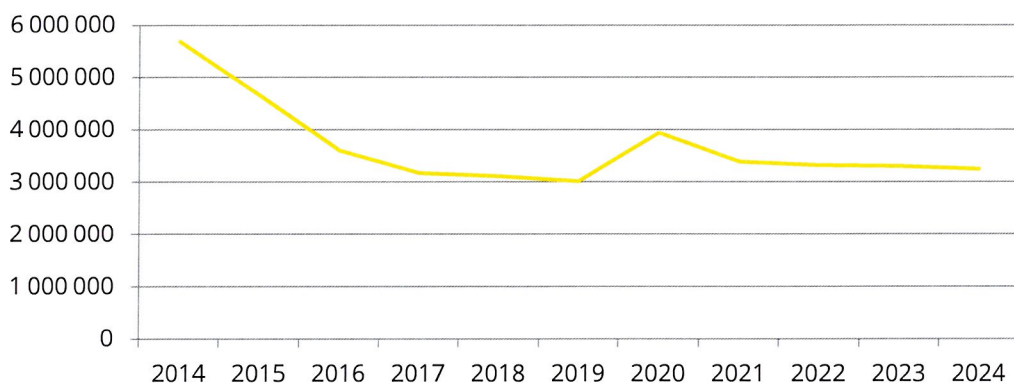
Les intérêts de la dette seront en légère augmentation tout comme le remboursement du capital de la dette au regard de l'augmentation ces dernières années de l'endettement global de la collectivité (33,2 M€ budget principal). Le ratio de désendettement devrait dépasser en 2026 les 7 années au regard de la dégradation de l'épargne brute.

L'évolution des principaux indicateurs est représentée ci-dessous :

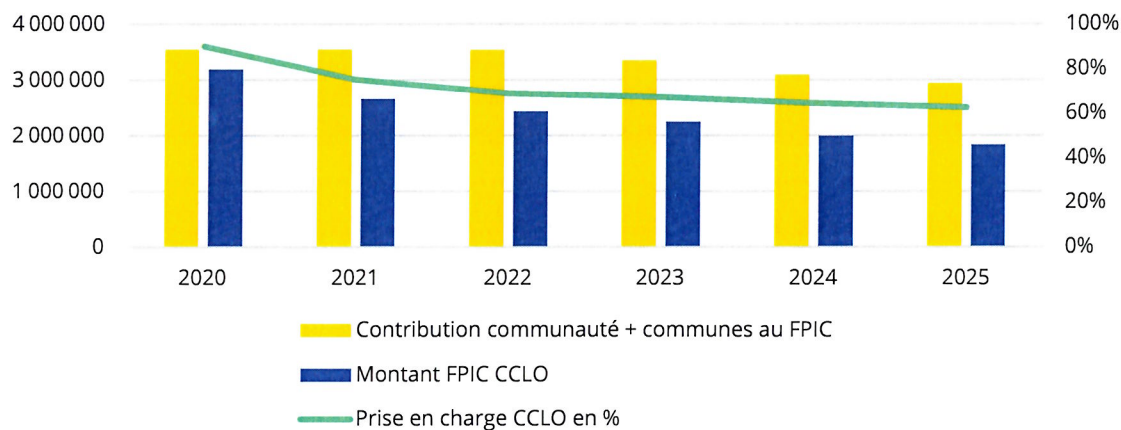
Évolution des dépenses et des recettes totales de fonctionnement
de 2014 à 2024



Évolution de la DGF de 2014 à 2024



Évolution prise en charge du FPIC par CC Lacq-Orthez depuis 2020



La prospective budgétaire 2020-2026

	PROSPECTIVE BUDGETAIRE 2020-2026 - BUDGET PRINCIPAL						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit des contributions directes : CFE, Compens th, fb, fbn, th reside second , Gemapi	18 045 202	18 508 200	13 839 778	15 093 232	15 949 513	16 285 698	16 117 046
Fiscalité transférée (Cvae, Tascom, lfer, Fngir)	17 371 582	17 379 582	17 553 754	17 256 373	18 085 871	18 554 204	18 337 670
Fiscalité indirecte (AC négatives, taxe séjour, foires...)	278 050	278 650	271 050	282 300	304 300	328 876	318 222
Dotations et participations	12 230 044	12 750 887	17 902 164	18 077 670	18 382 178	18 627 704	18 523 073
Recettes d'exploitation: produits des services, atténuation de charges, produits de gestion courante	3 750 695	3 804 350	3 863 246	3 979 165	4 242 532	4 355 703	4 518 472
Recettes exceptionnelles et ordre	500 000		94 639	64 639	81 013	67 275	67 275
Total des recettes réelles de fonctionnement	52 175 573	52 721 669	53 524 631	54 753 378	57 045 407	58 219 460	57 881 758
Charges à caractère général	9 893 276	10 110 148	10 331 478	10 808 164	10 823 366	11 085 301	11 262 018
Charges de personnel	17 094 337	17 319 073	17 739 300	18 704 949	20 054 766	21 145 884	21 279 045
FPIC	2 490 000	2 656 368	2 439 644	2 439 644	2 300 000	2 100 000	1 900 000
DILICO							598 758
Attributions de compensation et redressement au titre des fin publiques	12 593 650	12 593 650	12 817 203	12 817 203	12 956 356	12 956 356	12 956 356
Charges de gestion courante (dont subventions et aides fi étudiants à partir de 2023),et 014	5 059 446	4 883 422	4 518 604	4 508 383	4 590 008	4 580 377	4 624 343
Intérêts de la dette	930 000	793 000	705 000	675 000	900 062	913 500	959 000
Autres dépenses	114 864	109 864	97 000		5 000	5 000	5 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	48 175 573	48 465 525	48 648 229	49 953 343	51 629 558	52 786 418	53 584 520
Dotations aux amortissements	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 716 024	3 716 024	3 916 024	3 816 024
Epargne brute	4 000 000	4 256 144	4 876 402	4 800 035	5 415 849	5 433 042	4 297 238
Remboursement capital de la dette	3 280 000	3 196 015	3 422 533	3 701 223	3 518 128	3 741 714	3 600 000
Epargne nette	720 000	1 060 129	1 453 869	1 098 812	1 897 721	1 691 328	697 238
<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>300 000</i>	<i>556 144</i>	<i>1 176 402</i>	<i>1 084 011</i>	<i>1 699 825</i>	<i>1 517 018</i>	<i>481 214</i>
FCTVA	987 475	937 339	1 107 162	970 625	980 000	916 698	980 000
Emprunt	3 000 000	6 000 000	6 000 000	2 000 000	6 000 000	6 000 000	5 735 000
Subventions inv + taxe aménagement	244 601	1 345 025	1 740 568	923 200	994 800	567 400	92 150
Cessions	1 065 494			4 343 942			
Dotations aux amortissements	3 700 000	3 700 000	3 700 000	3 716 024	3 716 024	3 916 024	3 816 024
<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>300 000</i>	<i>556 144</i>	<i>1 176 402</i>	<i>1 084 011</i>	<i>1 699 825</i>	<i>1 517 018</i>	<i>481 214</i>
Total des recettes d'investissement	9 297 570	12 538 508	13 724 132	13 037 802	13 390 649	12 917 140	11 104 388
Remboursement capital dette	3 280 000	3 196 015	3 422 533	3 701 223	3 518 128	3 741 714	3 600 000
CAPACITE INVESTISSEMENT	6 017 570	9 342 493	10 301 599	9 336 579	9 872 521	9 175 426	7 504 388
Total des dépenses d'investissement	9 297 570	12 538 508	13 724 132	13 037 802	13 390 649	12 917 140	11 104 388

Le Plan Pluriannuel d'investissement 2020-2026 (voir tableaux en annexe)

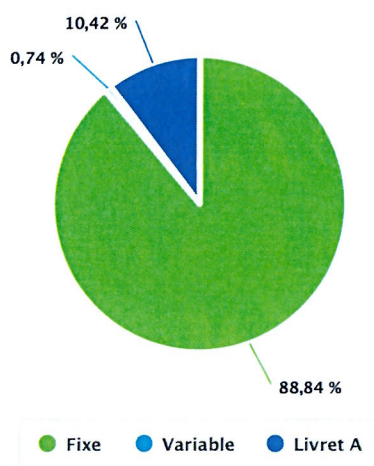
Le PPI se définit comme le tableau prévisionnel qui retrace les principales opérations d'investissement recensées de 2020 à 2026 (qui pourront être complétées au BS).

Les caractéristiques et l'évolution de l'endettement de la CC Lacq-Orthez

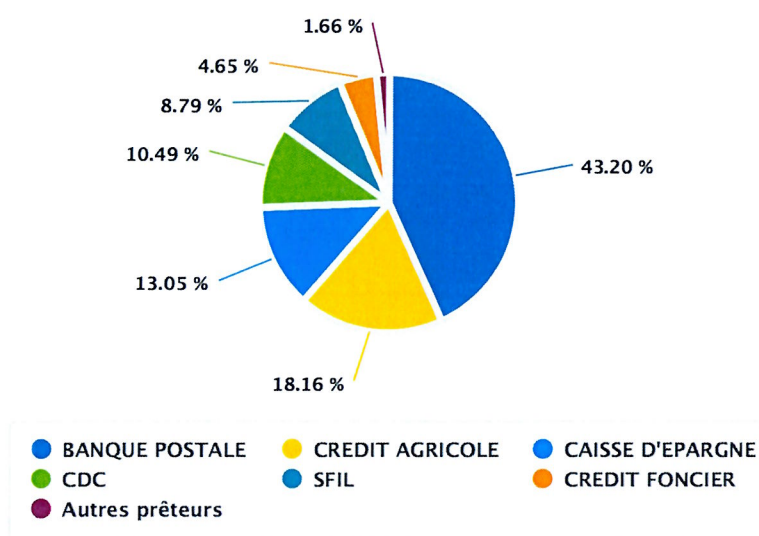
La structure de **la dette totale** pour 2026 est la suivante :

Structure de l'encours par index :

L'encours est composé de taux fixe à 88,84 %, des taux variables à 0,74 % et du livret A à 10,42 %.



Structure de l'encours par prêteurs :



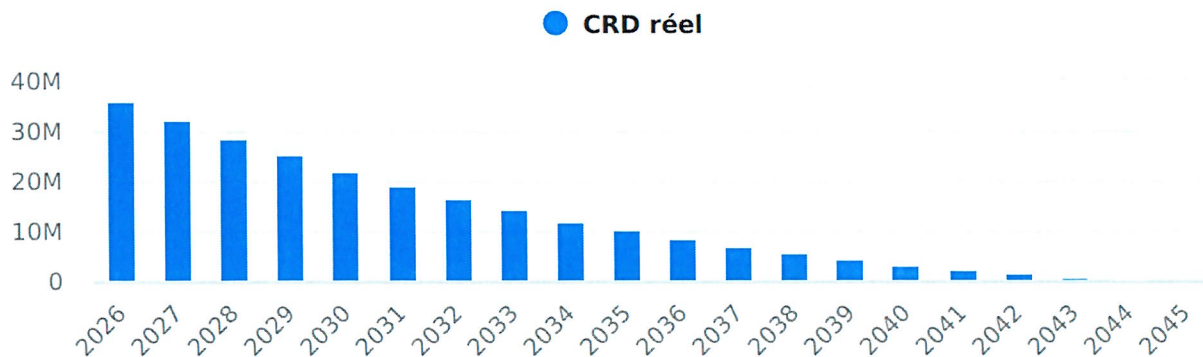
Caractéristiques de l'encours de la dette :

Pour le budget principal et les budgets annexes, sur l'ensemble des contrats, les indices à **taux simples** représentent 100 % de l'encours.

L'encours de la dette **totale** au 1^{er} janvier 2026 est de 36 272 315 €. Il se décline ainsi par budget : (pour mémoire hors emprunt simulé pour 2026) :

Budgets	Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2026
Budget principal	33 291 096
Budget déchets	2 291 953
Budget Eurolacq 2	689 266
TOTAL	36 272 315

Évolution de l'encours de la dette (tous budgets) :



Capacité de désendettement (budget principal) :

Au 31 décembre 2024, le ratio de désendettement (encours/épargne brute retraitée) est de 4,45 années, en baisse par rapport à 2023 (4,59 en 2023).

LES BUDGETS ANNEXES

Le budget annexe Pays :

Le Pays Lacq-Orthez Béarn des Gaves constitue un espace de coopération qui trouve son assise sur les périmètres des communautés de communes de Lacq-Orthez et du Béarn des Gaves.

Au vu des actions en cours, contrat de mobilité et contrat local de santé, administrative et budgétaire, il est proposé de clôturer ce budget annexe au 31 décembre 2025.

Le partenariat entre les deux intercommunalités sera poursuivi et portera en 2026 sur la mobilité en partenariat avec la Région et sur la santé en partenariat avec l'ARS.

Un avenant à la convention de gestion sera proposé pour clôturer le budget annexe Pays au 31 décembre 2025 et procéder par inscription au budget général des dépenses et recettes spécifiques à cette collaboration.

Le budget annexe pour la zone d'activités de N'Haux :

Le budget annexe de la zone N'Haux prévoit une provision en dépenses à hauteur de 10 000 € en cas de besoin de division de lot ou de petits travaux d'investissement.

Le budget annexe pour la zone d'activités de Loupien :

Le budget annexe de la zone Loupien prévoit une provision en dépenses à hauteur de 10 000 € en cas de besoin de division de lot ou de petits travaux d'investissement.

Le budget annexe pour la zone d'activités d'Eurolacq 2 :

Le budget annexe de la zone Eurolacq 2 prévoit une ligne de 30 000 € en dépenses pour pouvoir régler les dernières factures liées aux travaux de création du giratoire qui permet un accès à la zone directement depuis la bretelle autoroutière. Une recette de 210 828 € provenant de l'enseigne Super U est attendue, en effet, ce giratoire bénéficie d'un financement tripartite : communauté de communes, Prolacq et le département 64.

Des charges financières sont prévues à hauteur de 13 483 € en intérêts et 135 594 € en capital (durée résiduelle de l'emprunt : 5 ans).

L'équilibre des opérations de stocks se fera à la fin des ventes de la zone d'activité.

Le budget annexe pour la zone d'activités de La Geüle

Le budget annexe de la zone la Geüle prévoit une provision en dépenses à hauteur de 10 000 € en cas de besoin de division de lot ou de petits travaux d'investissement.

Le budget annexe pour la zone d'activités de la Passerelle :

En 2026, 150 000 € seront inscrits à ce budget annexe afin de financer l'accès direct depuis la piste piéton/cycle rive droite jusqu' aux quais de la gare d'Orthez, de régler les frais annexes (type géomètre) ainsi que l'accompagnement de la SEPA pour la commercialisation.

Au niveau des recettes, la totalité des subventions ayant été perçue, il restera le solde du fonds vert Renaturation à percevoir, soit un montant de 120 616 €.

Le budget annexe déchets :

Le budget 2026 est relativement semblable à celui de 2025 en fonctionnement, donc une certaine stabilité au niveau des dépenses mais également des recettes.

En termes d'investissement, les dépenses sont moindres et portent essentiellement sur l'acquisition de contenants (bacs composteurs, colonnes, caissons...), les travaux sur le pôle de gestion d'Orthez et l'Unité de Valorisation Énergétique de Mourenx (UVE). Elles seront financées essentiellement par le biais de l'emprunt car le virement de fonctionnement à la section d'investissement est très faible.

Pour mémoire en 2025, le projet de déchetterie de Ramous avait été budgétisé en totalité ; les travaux s'achèveront courant 2026 et aucun projet de cette ampleur n'est prévu en 2026.

Par conséquent le taux de TEOM à 8,9 % sera maintenu avec une évolution prévisionnelle des bases de 1,5 %.

Les efforts seront poursuivis pour optimiser au maximum ce budget annexe sachant néanmoins qu'il est très dépendant en dépenses de fonctionnement, de la révision des prix des marchés, de l'évolution de la TGAP mais également des augmentations du coût de personnel en particulier liées à la hausse des cotisations CNRACL. Il en est de même pour les recettes car même si pour certains matériaux les cours mondiaux sont à la hausse, la situation reste fragile et la collectivité au-delà des recettes générées par la TEOM, est tributaire des aides versées par les éco-organismes mais également de la quantité de vapeur vendue à Sobegi.

Présentation de l'évolution des dépenses de personnel et des rémunérations entre 2024 et 2025 :

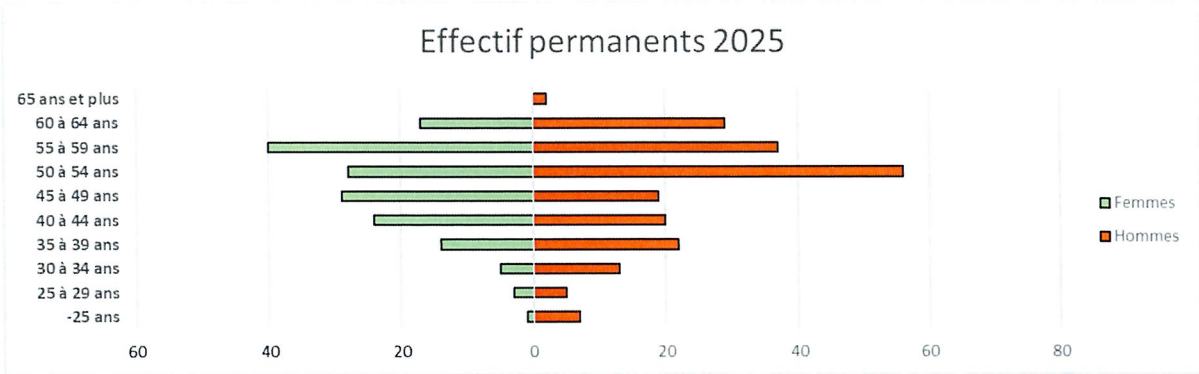
Réalisé 2024 012: 20 156 842 € BP 2024 012: 20 204 766 €	Traitement indiciaire	NBI	IHTS	RI	Avantage nature
Titulaires	9 467 391	96 636	55 313	2 556 247	2 300
Non Titulaires	1 441 199	0	10 907	260 146	0
Réalisé 2025 (projection): 20 499 844 € BP 2025 012: 21 095 884€					
Titulaires	9 358 403	89 173	60 433	2 391 914	2 300
Non Titulaires	1 588 283	0	10 572	316 082	0
Prévision BP 2026 012 =	21 279 044 €				

Le chapitre 012 est le chapitre recensant l'ensemble des dépenses liées aux charges de personnel et frais assimilés.

NBI : nouvelle bonification indiciaire ; IHTS : indemnités horaires pour travaux supplémentaires ; RI : régime indemnitaire.

Pyramide des âges des agents permanents :

Moyenne d'âge (source RSU 2024) : 48 ans.



● **Présentation de la structure et de l'évolution des effectifs titulaires et contractuels permanents par pôle, catégorie hiérarchique et genre :**

Les agents détachés permanents d'une organisation syndicale sont comptabilisés au titre de la direction générale dans « Administration ».

En décembre 2024 :

Pôle	Catégorie	Féminin	Masculin	Total général
ADMINISTRATION	Catégorie A	5	1	6
	Catégorie B	2		2
	Catégorie C	2	2	4
Total ADMINISTRATION		9	3	12
CABINET DU PRESIDENT	Catégorie C	2		2
Total CABINET DU PRESIDENT		2		2
POLE AMENAGEMENT	Catégorie A	2	6	8
	Catégorie B	6	13	19
	Catégorie C	10	148	158
Total POLE AMENAGEMENT		18	167	185
POLE ANIMATION DU TERRITOIRE	Catégorie A	21	1	22
	Catégorie B	34	3	37
	Catégorie C	35	7	42
Total POLE ANIMATION DU TERRITOIRE		90	11	101
POLE DEVELOPPEMENT ECO	Catégorie A	5		5
	Catégorie B	2	2	4
	Catégorie C	5	2	7
Total POLE DEVELOPPEMENT ECO		12	4	16
POLE ENVIRONNEMENT	Catégorie A	2	1	3
	Catégorie B	2	2	4
	Catégorie C	11	26	37
Total POLE ENVIRONNEMENT		15	29	44
POLE RESSOURCES	Catégorie A	5	3	8
	Catégorie B	3	5	8
	Catégorie C	18	2	20
Total POLE RESSOURCES		26	10	36
Total général		172	224	396

En octobre 2025 :

Pôle	Catégorie	Féminin	Masculin	Total général
ADMINISTRATION	Catégorie A	5	1	6
	Catégorie B	3		3
	Catégorie C		1	1
Total ADMINISTRATION		8	2	10
CABINET DU PRESIDENT	Catégorie C	2		2
Total CABINET DU PRESIDENT		2		2
POLE AMENAGEMENT	Catégorie A	2	7	9
	Catégorie B	7	15	22
	Catégorie C	8	144	152
Total POLE AMENAGEMENT		17	166	183
POLE ANIMATION DU TERRITOIRE	Catégorie A	22	1	23
	Catégorie B	39	4	43
	Catégorie C	33	5	38
Total POLE ANIMATION DU TERRITOIRE		94	10	104
POLE DEVELOPPEMENT ECO	Catégorie A	5		5
	Catégorie B	3	2	5
	Catégorie C	6	2	8
Total POLE DEVELOPPEMENT ECO		14	4	18
POLE ENVIRONNEMENT	Catégorie A	2	1	3
	Catégorie B	2	2	4
	Catégorie C	11	27	38
Total POLE ENVIRONNEMENT		15	30	45
POLE RESSOURCES	Catégorie A	5	3	8
	Catégorie B	5	4	9
	Catégorie C	17	2	19
Total POLE RESSOURCES		27	9	36
Total général		177	221	398

Présentation de l'évolution des effectifs par statut et genre :

au 31/12/2024			
Statut	Féminin	Masculin	Total présents au 31/12/2024
Fonctionnaires CNRACL	155	213	368
Fonctionnaires IRCANTEC	4	0	4
Contractuels permanents	13	11	24
Apprentis	3	11	14
Contrats aidés	2	2	4
Contractuels non permanents	18	10	28
Aides aux devoirs	70	11	81
Total général	265	258	523

Temps de travail au sein de la collectivité :

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la durée annuelle du travail est de 1607 heures à la CC Lacq-Orthez.

Les agents travaillent 36h par semaine, en moyenne sur l'année, afin de bénéficier de 6 jours de RTT libre auxquels s'ajoutent 25 jours de congés annuels.

Diverses modalités d'organisation existent afin d'adapter cette règle au fonctionnement des services qui sont présentées dans un règlement du temps de travail annexé au règlement intérieur.

La collectivité autorise 1 jour de télétravail par semaine pour les postes y ouvrant droit.

Au 31/10/2025			
Statut	Féminin	Masculin	Total présents au 31/10/2025
Fonctionnaires CNRACL	155	208	363
Fonctionnaires IRCANTEC	4	0	4
Contractuels permanents	18	13	31
Apprentis	2	9	11
Contrats aidés	1	3	4
Contractuels non permanents	22	21	43
Aides aux devoirs	77	14	91
Total général	279	268	547

Perspectives d'évolution des ressources humaines pour 2026 :

Les effectifs de la collectivité devraient stagner voire commencer à régresser pour faire face à la diminution brutale des recettes de la collectivité suite aux annonces du gouvernement lors de la présentation du projet de loi de finances 2026.

La collectivité absorbe aussi l'augmentation de 3 % du taux patronal de la CNRACL pour un coût de 300 000 € (cumulatif depuis deux ans désormais).

À noter également, l'instauration de la taxe transport par la Région Nouvelle-Aquitaine à partir du 1^{er} janvier 2026, à hauteur de 0,15 % de la masse salariale soit une dépense prévisionnelle supplémentaire de 30 000 €.

Ces évolutions sont couvertes en 2026 par l'excédent générés en 2025 grâce à un suivi rigoureux des dépenses de personnel et une évolution favorable de l'effet noria, avec de nombreux agents qui ont fait valoir leur droit à la retraite et un décalage dans le temps des recrutements correspondant.

Le constat reste d'actualité sur le recours accru aux agents contractuels sur des postes permanents face à l'absence de candidatures crédibles et sérieuses de fonctionnaire dans de nombreux domaines.

Le nombre des apprentis reste relativement bas au regard des engagements passés de la collectivité du fait du choix du CNFPT de réduire fortement ses aides financières. La collectivité ne peut plus supporter seule le coût des formations en augmentation et a choisi, à regret, de réduire de 6 postes le nombre d'apprentis qu'elle reçoit annuellement.

PÔLE AMENAGEMENT																
Service / Opération	COÛT TOTAL DES DEPENSES TTC (€)	TOTAL RECETTES TTC (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
BÂTIMENTS	5 071 072	-	636 894	-	1 642 920	-	511 000	-	937 800	813 658	359 800	169 000	-	-	-	-
Petits matériels, outillage, mobiliers (extérieurs et bureau) et régie	105 957	-	11 841	-	31 316	-	7 000	-	20 800	17 000	9 000	9 000	-	-	9 000	-
Travaux d'entretien (Op. 0926, 0936, 0972, 2102, 2112 et 2114)	1 349 168	-	331 936	-	281 432	-	243 000	-	167 000	130 000	110 800	85 000	-	-	85 000	-
Construction et extension des centres techniques intercommunaux (Op. 2109)	3 150 947	-	293 117	-	1 330 172	-	261 000	-	750 000	516 658	-	-	-	-	-	-
Provisions pour événement non programmé	80 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amélioration des performances thermiques des bâtiments intercommunaux (décret tertiaire, BACS, ...)	385 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SERVICE ESPACES VERTS	752 035	-	232 035	-	210 000	-	90 000	-	55 000	55 000	55 000	55 000	-	-	55 000	-
Espaces Verts (dont Op. 2207)	574 893	-	102 893	-	190 000	-	82 000	-	50 000	50 000	50 000	50 000	-	-	50 000	-
Espaces Verts (base de loisirs)	177 142	-	129 142	-	20 000	-	8 000	-	5 000	5 000	5 000	5 000	-	-	5 000	-
SERVICE VOIRIE	22 204 928	2 092 800	1 936 670	-	3 843 700	-	3 988 000	357 000	4 067 000	535 000	893 800	3 947 000	487 000	3 365 000	85 000	-
2317-822 PERENNISATION DU PATRIMOINE ROUTIER														2 590 000	-	-
Etudes préparatoires	130 000	-	-	-	10 000	-	10 000	-	10 000	10 000	-	50 000	-	-	40 000	-
Programme annuel de modernisation des revêtements (dont Op.2202/2203)	14 768 700	-	933 528	-	2 868 700	-	2 400 000	-	2 400 000	180 000	2 400 000	2 300 000	-	-	2 300 000	-
Programme annuel de confortement des ouvrages d'art (Op. 2204)	1 100 000	25 000	10 000	-	300 000	-	200 000	20 000	150 000	5 000	150 000	150 000	-	-	150 000	-
Provision pour événement exceptionnel	500 000	-	-	-	100 000	-	-	-	100 000	-	100 000	100 000	-	-	100 000	-
2317-822 AMENAGEMENTS ROUTIERS														335 000	85 000	-
Opérations individualisées d'aménagements compris en délégation de MO (Op. 2201)	6 045 480	2 067 800	555 922	-	470 000	-	928 000	337 000	987 000	350 000	1 642 558	893 800	487 000	335 000	85 000	-
2317-811 PERENNISATION DE RESEAUX EAUX PLUVIALES														150 000	-	-
Programme annuel de modernisation de réseaux eaux pluviales	775 747	-	175 747	-	50 000	-	150 000	-	150 000	50 000	50 000	50 000	-	-	150 000	-
Pluvial route de Bayonne à Orthez (délégation de maîtrise d'ouvrage)	130 000	-	-	-	130 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2158-821 SIGNALISATION DIRECTIONNELLE														50 000	-	-
Programme annuel d'actualisation de jalonnement directionnel	422 660	-	47 660	-	125 000	-	50 000	-	50 000	50 000	50 000	50 000	-	-	50 000	-
2188-822 MOBILIER URBAIN														20 000	-	-
Mobilier urbain de sécurité (barrières, potelets, ...)	136 662	-	16 662	-	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	20 000	20 000	-	-	20 000	-
2317-822 AMENAGEMENTS ROUTIERS : DIFFUSEUR ASF DE LA VIRGINIE														220 000	-	-
Participation aménagement diffuseur ASF de la Virginie	617 151	-	197 151	-	-	-	-	-	200 000	-	-	-	-	-	220 000	-
SERVICE ECLAIRAGE PUBLIC	5 995 976	-	830 000	-	831 976	-	750 000	-	759 000	995 000	965 000	32 000	865 000	5 000	5 000	-
Matériels divers (enfouissement, rénovation, régie) et candélabres accidentés, Ecolutz et repavimentation d'un carrefour accidenté	3 075 017	-	135 000	-	541 017	-	575 000	-	584 000	525 000	300 000	415 000	5 000	-	5 000	-
Travaux neufs et enfouissement réseaux	2 920 959	-	695 000	-	290 959	-	175 000	-	175 000	470 000	665 000	450 000	-	-	450 000	-
SERVICE PARC ROUTIER	3 826 988	-	1 180 491	-	704 877	-	166 000	-	434 000	36 400	528 620	363 000	-	-	363 000	-
Véhicules	2 591 856	-	926 564	-	418 792	-	90 000	-	294 000	28 000	322 500	310 000	-	-	310 000	-
Matériels	1 235 132	-	253 927	-	286 085	-	76 000	-	140 000	8 400	206 120	53 000	-	-	53 000	-
SERVICE URBANISME	625 600	-	-	-	-	-	85 000	-	99 400	119 400	192 400	129 400	-	-	129 400	-
202-820 Urbanisme	34 400	-	-	-	10 000	-	14 400	-	5 000	5 000	5 000	5 000	-	-	5 000	-
202-820 PLUI	591 200	-	-	-	75 000	-	85 000	-	187 400	114 400	187 400	129 400	-	-	129 400	-
SERVE AMENAGEMENT : Frais d'études (AMO) relatifs à la compétence eau et assainissement	78 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 300	45 600	-
TOTAL PÔLE AMENAGEMENT	38 554 900	2 092 800	4 816 090	-	7 233 473	-	5 590 000	357 000	6 352 200	571 400	6 066 120	4 946 400	564 600	4 946 400	90 000	-

PÔLE ANIMATION DU TERRITOIRE

Service / Opération	COÛT TOTAL DES DÉPENSES TTC (€) de 2020 à 2025	TOTAL RECETTES TTC (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes		
70 - HABITAT	2 724 568	25 050	425 096	0	379 748	25 050	322 000	0	323 360	0	407 300	0	453 741	0	413 323	0
Frais d'études		25 050	0	0		25 050										
Subvention d'équipements aux communes (Op. 2209)	140 000	0	20 000		20 000		20 000		20 000		20 000		20 000		20 000	
Aides pour travaux de rénovation de l'habitat privé (Op. 2231)	1 685 000	0	200 000		220 000		250 000		225 000		225 000		265 000		300 000	
Subvention d'équipements aux bailleurs (Op. 2208)	766 730	0	165 096		46 910		52 000		78 360		162 300		168 741		93 323	
Travaux aire gens du voyage	40 000	0	40 000		0		0		0		0		0		0	
Logements Gens du Voyage	92 838	0	0		92 838		0									
815 - TRANSPORTS	1 112 500	41 000	15 000	0	92 500	20 000	175 000	21 000	195 000	0	240 000	0	295 000	0	100 000	0
87-2188-2229: Déclinaison Opération Plan de Mobilité (Op. 2229)	665 000	20 000	15 000	0	60 000	20 000	40 000	190 000	5 000	5 000	190 000	0	170 000	0	50 000	0
87-2188-2229: Déclinaison Opération Plan de Mobilité (Op. 2229)	217 500	0	0	0	2 500	5 000	40 000	5 000	5 000	0	50 000	0	105 000	0	50 000	0
87-2188-2229: Déclinaison Opération Plan de Mobilité (Op. 2229)	140 000	0	0	0	30 000	60 000	40 000	12 000	12 000	0			20 000	0	50 000	0
Aménagement bandes cyclables	60 000	12 000	0	0	0	0	30 000	9 000	9 000	0						
Aménagement stationnement vélos	30 000	9 000	0	0	0	0	30 000	9 000	35 000	0	35 000	0	31 000	0	10 000	0
33 - CM - CULTURE - MIX	218 000	22 400	25 000	0	42 000	0	40 000	22 400	35 000	0	35 000	0	26 000	0	5 000	0
2188 - Autres installations, matériel et outillage techniques	181 000	22 400	20 000	0	35 000	0	35 000	22 400	30 000	0	30 000	0	26 000	0	5 000	0
2188-0972 - Autres installations, matériel et outillage techniques	35 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	5 000	0	5 000	0
2184-0972 - Acquisition mobilier	165 452	10 000	13 232	0	37 430	0	36 150	10 000	19 500	0	26 211	0	24 840	0	22 500	0
64 - PETITE ENFANCE	165 452	10 000	13 232	0	37 430	0	36 150	10 000	19 500	0	26 211	0	24 840	0	22 500	0
CRÈCHE ARTIX	20 221	0	3 583	0	7 838	0	4 000	0	0	0	13 511	0	3 800	0	1 900	0
2184 - Remplacement Mobilier	10 920	0	2 007	0	4 413	0	2 500	0	0	0	1 000	0	1 000	0	1 000	0
2188 - Remplacement sèche linge	1 500	0	0	0	0	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2188 - Autres immobilisations corporelles	7 801	0	1 576	0	3 425	0	0	0	0	0	13 511	0	2 800	0	900	0
2313 - Constructions	14 411	0	2 274	0	5 277	0	4 150	0	5 600	0	0	0	5 000	0	2 456	0
CRÈCHE BAIGTS-DE-BEARN	24 757	0	2 274	0	5 277	0	4 150	0	5 600	0	0	0	5 000	0	2 456	0
2184 - Remplacement Mobilier	9 486	0	0	0	1 430	0	2 500	0	2 100	0	0	0	1 000	0	2 456	0
Iglo sensoriel + dinette	1 650	0	0	0	0	0	1 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2188 - Autres immobilisations corporelles	10 121	0	2 274	0	3 847	0	0	0	3 500	0	0	0	4 000	0	0	0
Frippo top + four de remise en température	3 500	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	3 500	0	3 600	0	2 500	0
CRÈCHE LAGOR	47 597	10 000	3 364	0	3 261	0	17 500	10 000	6 000	0	3 500	0	3 600	0	10 372	0
2184 - Remplacement Mobilier	21 670	0	1 309	0	3 261	0	2 500	0	5 000	0	3 500	0	3 600	0	2 500	0
2188 - Autres immobilisations corporelles	9 927	0	2 055	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 872	0
Travaux	16 000	10 000	0	0	0	0	15 000	10 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0
CRÈCHE ORTHEZ	47 085	0	2 111	0	13 922	0	7 000	0	4 700	0	3 700	0	8 830	0	6 822	0
2184 - Remplacement Mobilier	15 700	0	1 631	0	2 869	0	2 500	0	2 500	0	3 700	0	8 830	0	2 500	0
Renouvellement logiciel APC ORTHEZ + installation pour SAULT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
et BAIGTS en 2023 Service Informatique	1 500	0	0	0	0	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 meubles de cuisine bois enfant (500€ l'unité)	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement du sèche-linge (mise en service 2011- devis en cours)	6 522	0	0	0	0	0	0	0	2 200	0	0	0	0	0	4 322	0
Renouvellement équipement 2018 (chambre froide, lave-vaisselle, four de remise en température, plan de cuisson)	20 363	0	480	0	11 053	0	0	0	0	0	0	0	8 830	0	0	0
2313-1548 - Autres immobilisations corporelles	20 981	0	1 900	0	5 321	0	2 500	0	3 200	0	4 500	0	2 610	0	950	0
CRÈCHE SAULT-DE-NAVALLES	20 981	0	1 900	0	5 321	0	2 500	0	3 200	0	4 500	0	2 610	0	950	0
2184 - Remplacement Mobilier	10 160	0	500	0	0	0	2 500	0	2 100	0	1 500	0	2 610	0	950	0
2188 - Autres immobilisations corporelles	9 721	0	1 400	0	5 321	0	0	0	1 100	0	3 000	0	0	0	0	0
Frippo top + four de remise en température	1 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÈCHE DE MONEIN													0	0	0	0
RAM ORTHEZ	4 811	0	0	0	1 811	0	1 000	0	0	0	1 000	0	1 000	0	0	0
2184 - support extérieur pour vélos + 2 box vestiaires pour personnel entretien + meuble de rangement vaisselle (année 2022)	2 811	0	0	0	1 811	0	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mobilier	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	0	0	0
Renouvellement véhicule - service garage (RAM + livraison des repas)	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	0	0	0	0
TOTAL	4 220 520	98 450	478 328	0	551 678	45 050	573 150	53 400	572 860	0	708 511	0	804 581	0	545 823	0

ID : 064-200039204

Envoyé en préfecture le 24/11/2025

Reçu en préfecture le 24/11/2025

Publié le

ID : 064-200039204-20251117-CC_2025_286-DE



PÔLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Service / Opération	COUT TOTAL DES DEPENSES TTC ou HT (€)	TOTAL RECETTES HT (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		1 765 109	199 088	0	1 828 524	882 575	2 350 000	882 534	0	0	0	0	429 000	0	304 150	0
Chemstart'up 3 (Op. 1706)	27 682	0			27 682											
Chemstart'up 4 (Op. 2000)	4 254 906	1 765 109	199 088		1 705 618	882 575	2 350 000	882 534					425 000		300 000	
Chemstart'up 5 - (AB/CP)	725 000	0											4 000		4 150	
Jalonnement et cautions	103 174				95 024											
ANIMATION ET AIDES AUX ENTREPRISES	1 395 000	0	320 000	0	275 000	0	100 000	0	150 000	0	200 000	0	200 000	0	150 000	0
Aides à l'immobilier d'entreprises		0	320 000		275 000		100 000		150 000		200 000		200 000		150 000	
COMMERCE - ARTISANAT	400 000	110 234	60 000	0	90 000	0	50 000	110 234	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0
Aides aux commerçants	400 000	110 234	60 000		90 000		50 000	110 234	50 000		50 000		50 000		50 000	
FONCIER - AGRICULTURE	1 454 474	4 065 222	130 000	0	82 474	0	380 000	4 065 222	390 000	4 065 222	355 000	0	76 000	0	70 000	0
Frais d'études et cautions	22 000	0	50 000		-30 000								1 000		1 000	
Aménagements Rio Tinto (Frais d'études)	134 474		80 000		54 474		80 000		100 000		100 000					
Réserves foncières	280 000															
CT Orthez (Achat terrain)	58 000				58 000		300 000									
Restaurant Base de loisirs (priorité BS 2022)	300 000															
LIDL (Closures + portail + aménagement RD)	350 000	4 065 222						4 065 222	200 000		150 000				50 000	
Réhabilitation de voiries en ZA	150 000										50 000					
Réhabilitation parking Chemstart 'up (2024; études, 2026; tx)	30 000										15 000				15 000	
Accès aux parcelles à vocation éco en fond de ZA Naudie-Plaine des Bois (L. S. 2016; travaux à venir)	90 000								90 000							
Création ZA Bellocq (2024; études, 2026; travaux)	40 000										40 000					
Signalétique zone du Pesqué																
Hôtel d'entreprises Artix - Etudes	25 000	0											25 000			
TOURISME	848 000	54 000	80 000	0	58 000	0	75 000	4 000	375 000	0	80 000	0	110 000	0	70 000	0
Aides au tourisme (Op. 2230)	130 000	0					20 000		30 000		20 000		30 000		30 000	
Office de tourisme	8 000				8 000											
Base de loisirs (Op. 1549)	240 000	0	60 000		30 000		30 000		30 000		30 000		30 000		30 000	
Arres accueil / service camping cars	75 000	0	0		0				15 000				50 000		10 000	
Signalétique touristique (PAYS DE BEARN)	30 000										30 000					
Plan Local de Randonnées (Op. 0316)avec prévision BS 2023 + 150k€ PLR	365 000	54 000	20 000	0	20 000	0	25 000	4 000	300 000							
TOTAL POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	9 208 236	5 994 565	789 088	0	2 333 998	882 575	2 955 000	996 768	965 000	4 065 222	685 000	0	865 000	0	644 150	0

PÔLE RESSOURCES

Service / Opération	COUT TOTAL DES DEPENSES TTC (€)	TOTAL RECETTES TTC (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
			Dépenses (RP,AB,BS)	Recettes	Dépenses (AB,BS)	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Informatique - aménagement numérique	2 334 930	0	407 117	0	471 713	0	294 100	0	250 000	0	362 000	0	280 000	0	270 000	0
Administration réseaux / équipements informatiques services et élus / logiciels et solutions numériques / numérique responsable / cybersécurité - RGPD	2 334 930		407 117		471 713		294 100		250 000		362 000		280 000		270 000	
S.I.G	178 800	0	0	0	36 050	0	26 050	0	76 000	0	30 700	0	32 450	0	10 000	0
Plan de corps de rue simplifié	56 000							56 000								
Gouvernance de la donnée/et modules	122 800				36 050		26 050		20 000		30 700				10 000	
RH/entretien	96 562	0	11 562	0	15 000	0	15 000	0	10 000	0	15 000	0	10 000	0	20 000	0
Dématrialisation du dossier agent	0															
Entretien et Hygiène/sécurité	96 562		11 562		15 000		15 000		10 000		15 000		10 000		20 000	
Finances	7 788 000	0	1 468 000	0	1 320 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0
Fonds de concours	7 788 000		1 468 000		1 320 000		1 000 000		1 000 000		1 000 000		1 000 000		1 000 000	
TOTAL POLE RESSOURCES	10 398 292	0	1 886 679	0	1 842 763	0	1 335 150	0	1 336 000	0	1 407 700	0	1 322 450	0	1 300 000	0

PÔLE ENVIRONNEMENT

Service / Opération	COUT TOTAL DES DEPENSES TTC (€)	TOTAL RECETTES TTC (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
ENERGIE	245 600	56 000	5 600	56 000	50 000	0	40 000	0	150 000	0	0	0	0	0	0	0
Application du décret tertiaire sur les bâtiments intercommunaux	220 000	56 000		56 000	40 000		30 000		150 000							
Achat de matériel dédié au suivi des bâtiments	25 600	0	5 600		10 000		10 000									
TOTAL POLE ENVIRONNEMENT	245 600	56 000	5 600	56 000	50 000	0	40 000	0	150 000	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	62 627 548	8 241 815	7 975 785	56 000	12 011 913	927 625	10 493 300	1 407 168	9 376 060	4 636 622	9 716 827	943 800	9 058 151	564 600	7 436 373	90 000

Envoyé en préfecture le 24/11/2025

Reçu en préfecture le 24/11/2025

Publié le



ID : 064-200039204-20251117-CC_2025_286-DE

PÔLE ENVIRONNEMENT / BUDGET ANNEXE DECHETS
PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2026

Service / Opération	COÛT TOTAL DES DEPENSES HT (€)	2020 (BP + BS)		2021 (BP + BS)		2022		2023		2024		2025		2026	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
SERVICE DECHETS	5 667 480														
Contenants	1 576 300	161 300		250 000		140 000		120 000		400 000	100 000	275 000	100 000	230 000	
bacs	760 500	150 500		130 000		120 000		100 000		100 000		100 000		60 000	
composteurs	590 800	10 800		30 000		20 000		20 000		300 000	100 000	150 000	100 000	60 000	
colonnes à verre	55 000			10 000								25 000		20 000	
Caissons déchetterie	80 000													80 000	
Cuve GNR Souffleur, transpalette, pont mécanique...	10 000													10 000	
ascenseurs à bacs	80 000			80 000											
Véhicules	1 196 680	243 680		245 000		50 000		0		150 000		510 000		0	
BOM	706 880	166 880		170 000						150 000		220 000			
Plateau	135 000			45 000								90 000			
Bennette	76 800	76 800													
Polybenne	200 000											200 000			
compacteur	30 000			30 000											
engin de compactage déchetterie	50 000					50 000									
Déchetteries	1 763 500	105 500		178 000		60 000		80 000		160 000		1 180 000			
Monein - achèvement travaux modernisation	105 500	105 500													
Pardies - sanitaires	34 000			34 000											
Monein - sanitaires	30 000			30 000											
Lucq de Béarn - réhabilitation	40 000			40 000	CRTE?										
Ramous - extension/modernisation	1 100 000							CRTE?				1 100 000			
Orthez - reprise revêtement haut de quai + dispositifs anti-chute	80 000									80 000					
+ création 2 quais	30 000									30 000					
Signalétique	344 000									50 000					
Bennes - transfert OM et déchetteries				74 000		60 000		80 000				80 000			
Pôle déchets Orthez	1 129 000	420 000		55 000		400 000		4 000				150 000		100 000	
aménagement site (barrière, portail...)	90 000	30 000		20 000								40 000			
station traitement lixiviats	410 000	390 000												20 000	
fermeture alvéoles 3 et 2 et reprise membrane incendiée alvéoles	130 000														
let 2	385 000			35 000	CRTE?	350 000	CRTE?								
travaux biogaz et lixiviats															
couverture bassin lixiviats	0														
travaux cessation activité anciens casiers	0														
modernisation atelier mécanique	114 000							4 000				30 000		80 000	
UVE MOUREUX	2 160 000	500 000								960 000	500 000	600 000		600 000	
Reprise four, travaux divers	2 160 000	500 000								960 000	500 000	600 000		600 000	
TOTAL POLE ENVIRONNEMENT/BUDGET ANNEXE DECHETS	5 667 480	930 480		728 000		650 000		204 000		1 670 000	600 000	2 715 000	100 000	930 000	

Envoyé en préfecture le 24/11/2025

Reçu en préfecture le 24/11/2025



Publié le

ID : 064-200039204-20251117-CC_2025_286-DE

Considérant que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, le conseil communautaire, ouï l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres, décide :

- **de prendre acte** que le rapport sur les orientations budgétaires 2026, les engagements pluriannuels ainsi que la structure et la gestion de la dette ont été présentés et débattus en conseil communautaire.

Ainsi fait et délibéré à la date sus-indiquée

Pour extrait certifié conforme,

Le président,



Patrice LAURENT